



Notice d'accessibilité des personnes à mobilité réduite aux Établissements et Installations ouvertes au public (E.R.P. et I.O.P.)

prévue par les articles D111-19-18 et R.111-19-19 du Code de la construction et de l'habitation

1- RAPPELS

Réglementation

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005
- L'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 modifié par les décrets n° 2007-1327 du 11 septembre 2007, n° 2009-500 du 30 avril 2009, n° 2014-337 du 14 mars 2014, n° 2014-1326 et n° 2014-1327 du 5 novembre 2014
- Arrêtés du 1^{er} août 2006, du 11 septembre 2007, 30 novembre 2007
- Arrêté du 8 décembre 2014
- Circulaire interministérielle DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007 et circulaire interministérielle DGAS/SD3A/DHUP/DGALN n° 2009-193 du 20 avril 2009

L'obligation concernant les ERP et IOP

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R.111-19 à R.111-19-12 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R. 111-19-1 précise :

*« Les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, **quel que soit leur handicap.***

« L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements. »

Définition de l'accessibilité :

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.

Art. R. 111-19-2. - *"Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente. "*

2- OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

En fin de travaux soumis à permis de construire, l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de constructions sera confirmé par la fourniture d'une **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES REGLES D'ACCESSIBILITE** telle que définie par les articles R.111-19-27 et R.111-19-28 du code de la construction et de l'habitation :

Pour les dossiers soumis à permis de construire, le demandeur doit faire établir une attestation à l'issue de l'achèvement des travaux. Cette attestation est établie par un contrôleur technique titulaire d'un agrément l'habilitant à intervenir sur les bâtiments ou par un architecte au sens de l'article 2 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, qui ne peut pas être celui qui a conçu le projet, établi les plans ou signé la demande de permis de construire.

Le maître d'ouvrage adresse l'attestation à l'autorité qui a délivré le permis de construire et au maire dans un délai maximal de trente jours à compter de la date de l'achèvement des travaux. Cette attestation est jointe à la déclaration d'achèvement prévue par l'article R.462-1 du code de l'urbanisme.

Est puni d'une amende prévue pour les contraventions de la 5e classe, le fait pour une personne ne remplissant pas les conditions prévues au 1^{er} alinéa de l'article R.111.19.27, d'établir une attestation. Est puni de la même peine, le fait de faire usage d'une attestation établie par une personne ne remplissant pas les conditions définies au 1^{er} alinéa de l'article R.111-19-27. La juridiction peut prononcer la peine d'affichage de la décision et de diffusion de celle-ci dans les conditions prévues par l'article 131-35 du code pénal. En cas de récidive, le maximum de la peine encourue est majoré dans les conditions définies par les articles 132-11 et 132-15 du code pénal.

3 - EXIGENCES GÉNÉRALES D'ACCESSIBILITÉ

Le projet doit intégrer l'accessibilité à **tous les types de handicaps** (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques).

C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

- Pour la déficience visuelle : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité d'éclairage
- Pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée
- Pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage et de qualité d'éclairage
- Pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.



Avertissement : cette notice a été élaborée pour vous aider à respecter les dispositions du décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 modifié. D'autres types de notices peuvent être utilisées, mais les éléments de détails prévus par ce décret devront impérativement y figurer.

Par ailleurs, ce document a pour principal objectif de décrire comment votre projet répond aux obligations réglementaires. Les cases prévues à cet effet doivent être remplies le plus exhaustivement possible en tenant compte de l'avancement des réflexions au moment du dépôt du dossier. Les dispositions non encore définitives pourront faire l'objet d'ajustements mais il convient toutefois d'indiquer qu'elles seront prises en compte ultérieurement.

PRINCIPALES DISPOSITIONS TECHNIQUES CONCERNANT LE PRESENT PROJET

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE DEMANDEUR ET L'ETABLISSEMENT

1 – DEMANDEUR *(bénéficiaire de l'autorisation)*

NOM, prénoms : **PREFECTURE DES VOSGES**

Pour les personnes morales, nom du représentant légal ou statutaire :

Mme La Préfète Valérie Michel-Moreaux

ADRESSE : **Place FOCH**

Code postal : **88000**

Commune: **EPINAL**

Téléphone fixe **03 29 69 89 25**

Mail **sgc-bie@vosges.gouv.fr**

2 – ETABLISSEMENT

NOM de l'établissement : **CENTRE D'EXAMEN DES PERMIS DE CONDUIRE**

ACTIVITE avant travaux : / - après travaux : **Enseignement**

IDENTITE du futur exploitant : **PREFECTURE DES VOSGES**

TYPE(S) et CATEGORIE de l'établissement (selon R123-19 du CCH - voir fiche sécurité) : **type R de 5ème catégorie.**

ADRESSE : **5 impasse de la Prairie d'Hellieule**

Code postal : **88100**

Commune : **SAINT DIE DES VOSGES**

RENSEIGNEMENTS NECESSAIRES A LA BONNE COMPREHENSION DU DOSSIER

Descriptif des travaux envisagés

La Préfecture des Vosges a pour projet l'aménagement et la construction d'un centre d'examens des permis de conduire sur la commune de Saint Dié des Vosges. Il s'agit de la construction d'un bâtiment permettant l'accueil des candidats et des inspecteurs, ainsi que l'aménagement des extérieurs par la création de zones de stationnement, d'une zone de départ pour les permis VL et la création d'une piste d'examen.

Le bâtiment sera accessible directement depuis l'extérieur à proximité de la zone de stationnement.

Déclaration de l'effectif du public : 25 personnes

1 – Cheminements extérieurs

- Caractéristiques minimales à respecter pour le cheminement usuel (largeur, pente, espaces de manœuvre de portes, de demi tour, de repos, d'usage,)
- Repérage, guidage (contraste visuel, signalisation,...)
- Sécurité d'usage (hauteur sous obstacles, repérage vide sous escaliers, éveil de vigilance en haut des escaliers, ...)
- Qualité d'éclairage (minimum 20 lux),

- Bâtiment en rez-de-Chaussée avec dégagement de plain-pied sur l'extérieur
- Les cheminements piétons sont traversants
- Le cheminement accessible est le cheminement usuel accessible depuis la zone de stationnement.
- Cheminement accessible contrasté visuellement et tactilement
- Cheminements horizontaux au dévers près de 2%.
- Pas de seuil ou ressaut supérieur à 2 cm.
- Pas de pas d'âne.
- Largeur minimale du cheminement de 1,40 m.
- Rétrécissements ponctuels d'au moins 1,20 m.
- Espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour à chaque intersection
- Espace de manœuvre de porte de 1,40 m x 1,70 m en poussant et 1,40 m x 2,20 m en tirant.
- Sols non meubles, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue.
- Trous ou fentes situé dans le sol de dimension inférieure à 2 cm.
- Cheminement libre de tout obstacle.
- Parois vitrées situées sur les cheminements ou en bordure immédiate repérées par des éléments visuels contrastés (Vitrage opale).
- Eclairage des cheminements extérieurs accessibles assurant 20 lux.

2 – Stationnement

- Nombre : 2% du nombre total de places pour le public, situées à proximité de l'entrée, du hall d'accueil, de l'ascenseur, ...
- Caractéristiques minimales à respecter avec signalisation verticale et marquage au sol
- Raccordement avec cheminement horizontal

- Valeur d'éclairage prévue (50 lux en tout point des circulations piétonnes des parcs de stationnement, 20 lux en tout autre point des parcs de stationnement), ...

- **Nombre de places de stationnement 10 places dont 1 adaptées.**
- **Implantation de la place de stationnement adaptée à proximité de l'entrée.**
- **Repérage des places de stationnement adaptées par un marquage au sol ainsi qu'une signalisation verticale.**
- **Places de stationnement horizontales au dévers près de 2%**
- **Largeur minimale de 3,30 m.**
- **Eclairage des parcs de stationnement assurant 50 lux.**

3 – **Accès aux bâtiments**

- Descriptif le cas échéant du dispositif de contrôle d'accès (digicodes, visiophones)
- Entrées principales facilement repérables (éléments architecturaux, matériaux différents, ...)
- Caractéristiques à respecter (seuil, largeur de portes, conditions de filtrage, ...)
- Positionnement des systèmes de communication et des dispositifs de commande (interphone, poignées), ...

- **Accès principal du bâtiment accessible en continuité avec le cheminement extérieur accessible. Pentes < 4% et devers < 2%**
- **Entrées au centre d'examen facilement repérable par des portes de passage libre >90cm. Aucun ressaut ni de seuil > 2cm, aucune différence de niveau de raccordement entre l'extérieur et l'intérieur du bâtiment**
- **L'accès est autonome à tous les locaux ouverts au public.**

4 – **Accueil du public**

- Caractéristique des guichets, banques d'accueil, caisses de paiement, comptoirs,...
- Mobilier adapté pour les personnes circulant en fauteuil roulant et facilement repérable
- Si accueil sonorisé prévoir induction magnétique et pictogramme correspondant
- Qualité d'éclairage (minimum 200 lux), ...

- **L'accueil du public sera repéré, et accessible à une personne à mobilité réduite.**
- **Les espaces ou équipements destinés à la communication feront l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée.**
- **La salle d'examen des permis de conduire sera adapté aux PMR.**
- **Mobilier adapté respectant les normes en vigueur**
- **Eclairage assurant 200 lux.**

5 – Circulations intérieures horizontales

- *Éléments structurants repérables par les déficients visuels*
- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des circulations, largeur des portes, espaces de manœuvre de portes, ...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 100 lux),*

Sans objet, pas de circulation intérieure, l'accès est possible à l'ensemble des locaux ouverts au public depuis le hall.

6 – Circulations verticales

➤ Escaliers

- *Contraste visuel et tactile en haut des escaliers, qualité d'éclairage (minimum 150 lux),*
- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des escaliers, hauteur des marches et giron, mains courantes contrastée, ...), ...*

Sans objet.

➤ Ascenseurs

- *Obligation d'ascenseur si accueil en étages de plus de 50 personnes (100 pour type R) ou prestations différentes de celles offertes au niveau accessible*
- *Conforme à la norme EN 81-70 (dimensionnement, éclairage, appui, indications liées au mouvement de la cabine, annonce des étages desservis, ...)*
- *Possibilité d'élévateurs à usage permanent par voie dérogatoire, ...*

Sans objet.

7 – Tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques

- *Ne peuvent remplacer un ascenseur obligatoire ou un appareil élévateur*
- *Doivent être doublés par un cheminement accessible non mobile ou par un ascenseur, ...*

Sans objet.

8 – Nature et couleur des matériaux de revêtements et qualité acoustique

- Nature et couleur des matériaux et revêtements de sols, murs et plafonds (Les matériaux doivent éviter toute gêne sonore ou visuelle. Dans ce but, ils doivent respecter certaines dispositions.)
- Traitement acoustique des espaces d'accueil, d'attente du public et de restauration – matériaux prévus (niveaux de performance visés en termes d'isolement acoustique et d'absorption des sons - aire d'absorption des revêtements et éléments absorbants > 25 % de la surface au sol de ces locaux)

- ...

- Les revêtements de sol et les équipements situés sur le sol seront sûrs et permettront une circulation aisée des personnes handicapées.
Sous réserve de la prise en compte de contraintes particulières liées à l'hygiène, les revêtements des sols, murs et plafonds ne créeront pas de gêne visuelle ou sonore pour les personnes ayant une déficience sensorielle.

9 – Portes, portiques et sas

- Dimensionnement des portes battantes, des portes automatiques, des portillons (largeur des portes, positionnement des poignées, résistance des fermes-portes, repérage des parties vitrées,...)

- ...

- Portes principales desservant des locaux pouvant recevoir au moins 19 personnes d'une largeur minimale de 90cm.
- Espace de manœuvre de porte plan (au devers près) devant chaque porte d'accès de largeur égale à celle de la porte de longueur 2,20m (ouverture en tirant), longueur 1.70m (ouverture en poussant)
- Extrémité des poignées des portes à plus de 40 cm d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle et facilement préhensibles.
- Effort pour ouvrir une porte inférieur ou égal à 50 N.
- Parties vitrées repérées à l'aide d'éléments visuels contrastés. (Vitrage opale)

10 – Locaux ouverts au public, équipements et dispositifs de commande

- Description des appareils distributeurs, des dispositifs d'information et de communication divers, notamment signalétique, écrans, panneaux à messages défilants, bornes d'information, dispositifs de sonorisation
- Hauteur et emplacement des équipements et dispositifs de commande destinés au public, notamment dispositifs d'ouverture de portes, interrupteurs, commandes d'arrêt d'urgence, (Nécessité d'un repérage aisé des équipements et dispositifs de commandes - contraste visuel, signalisation,...)
- Caractéristiques minimales du vide nécessaire en partie inférieure des guichets, mobiliers à usage de lecture, d'écriture ou d'utilisation d'un clavier
- Information sonore doublée par une information visuelle

- ...

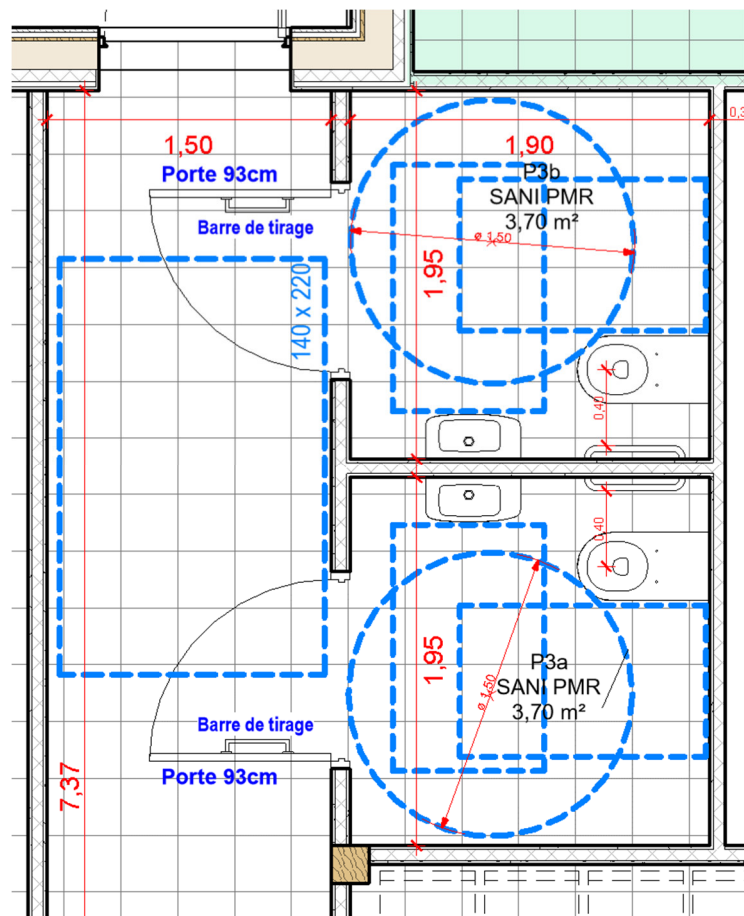
- Equipements et mobiliers repérable par éclairage particulier ou contraste visuel.
- Espace d'usage devant équipements, mobilier, dispositifs de commande et de service.
- Tous les dispositifs de commandes seront positionnés entre 90cm et 130cm du sol.

11 – Sanitaires

- Localisation et caractéristiques minimales à respecter pour les sanitaires accessibles aux personnes handicapées
- Espace latéral libre à côté de la cuvette, espace de manœuvre de porte avec possibilité de demi-tour à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur
- Positionnement de la cuvette, de la barre d'appui (hauteur), des accessoires tels que miroir, distributeur de savon, sèche-mains, ...
- Obligation d'un lave mains à l'intérieur des sanitaires adaptés
- ...

Cabinets d'aisance aménagés pour les personnes handicapées et présentant les caractéristiques suivantes :

- * comporter, en dehors du débattement de porte, un espace d'usage de 1,30 m x 0,80 m, situé latéralement par rapport à la cuvette.
- * comporter un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour de 1,50 m de diamètre, situé à l'intérieur du cabinet.
- * comporter un dispositif permettant de refermer la porte derrière soi une fois rentré.
- * comporter un lave-mains dont le plan supérieur est situé à une hauteur maximale de 85 cm.
- * comporter une cuvette dont la surface d'assise est située à une hauteur comprise entre 45 cm et 50 cm du sol.
- * comporter une barre d'appui latérale à côté de la cuvette, située à une hauteur comprise entre 70 cm et 80 cm du sol.



Sanitaires publics

12 – Sorties

- Les sorties correspondantes à un usage normal du bâtiment doivent être repérables de tout point et sans confusion avec les sorties de secours

- Chaque sortie sera repérable de tout point où le public est admis, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une signalisation adaptée répondant aux exigences.
- Aucun risque de confusion avec les issues de secours.

13 – Établissements ou installations recevant du public assis

- Nombre de places accessibles, taux par rapport au nombre total, localisation, cheminement permettant d'y accéder depuis l'entrée

La salle d'examen ne comporte pas d'aménagements fixes.
Sa configuration permet de recevoir des personnes handicapées et en fauteuil roulant.

14 – Établissements disposant de locaux d'hébergement

- Nombre et caractéristiques des chambres, salles d'eau, cabinets d'aisance accessibles, taux de ces chambres et locaux par rapport au nombre total, localisation, répartition par catégorie

Sans objet.

15 – Établissements ou installations comportant des cabines d'essayage, d'habillage ou de déshabillage, des douches

- Nombre et caractéristiques des cabines et douches accessibles

Sans objet.

16 – Établissements comportant des caisses de paiement disposées en batterie

- Nombre et localisation des caisses accessibles

Sans objet.

Date et signature du demandeur,
Pour la Préfecture des Vosges

Le